

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

JEUDI

16

OCTOBRE

1975

n° 14

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

GISCARD EN URSS "briser la tout ne va pas pour le mieux !

Importantes contradictions : c'est le premier bilan qu'on peut tirer du début du voyage de Giscard en URSS. Elles portent sur deux points.

Le premier, désormais classique, c'est la situation militaire en Europe. Pour Brejnev, « la matérialisation de la détente est impossible si on ne la fait pas passer dans le domaine militaire ». Et particulièrement dans celui de « l'atténuation de l'opposition militaire en Europe, la limitation des armements et le désarmement ». Giscard réplique : « la détente dans le domaine des armements ne peut se réaliser valablement qu'à l'échelle mondiale et sous un contrôle efficace, et en respectant la capacité, pour les pays concernés, d'assurer de façon indépendante leur sécurité ».

Le nœud de l'affaire, c'est la question du « désarmement » en Europe. Une négociation se poursuit en effet sur la « réduction mutuelle et équilibrée des forces militaires » (MBFR) dans le continent. Elle concerne les pays de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie. L'acharnement qu'y met l'URSS, particulièrement depuis la « conférence sur la sécurité et la coopération en Europe », tenue l'été dernier, s'explique aisément : en demandant que la « réduction des forces » se fasse de façon « équilibrée »... en pourcentage ou même en quantité égale, Moscou entend conserver et accentuer une supériorité qui, dans cette zone, se chiffre à 150 000 hommes et 9 000 blindés. Le Kremlin s'appuie pour réaliser cet objectif sur l'espoir des États Unis et des pays européens de pouvoir limiter quelque peu leurs dépenses en armements dans la situation économique difficile qu'ils traversent. La politique française a consisté jusqu'ici à se tenir à l'écart de ces négociations : quelles que soient par ailleurs ses tendances au compromis avec les USA, notre bourgeoisie entend bien maintenir l'acquis de la période gaulliste dans le domaine de la construction de son armée. Elle n'entend laisser personne lui dicter ses conditions sur ce chapitre ; d'où le dépit et les pressions soviétiques.

Mais les contradictions portent, cette fois-ci, plus encore sur les questions baptisées « idéologi-

ques ». A Brejnev qui affirme : « La détente internationale ne se substitue absolument pas à la lutte des idées », Giscard rétorque : « La détente dans les relations politiques se prolonge... dans la détente, dans la compétition idéologique ». Contradiction évidente, mais langage obscur, qu'un article d'hier matin de la Pravda est venu éclairer d'un jour beaucoup plus cru. Le journal officiel soviétique a en effet rappelé l'éclat fait par Chirac lors de son dernier voyage à Moscou, quand il avait demandé aux dirigeants soviétiques de faire pression sur le P«C»F pour le rendre plus « coopératif ». Et de s'interroger sur les intentions de « certains hommes politiques français ».

L'allusion est claire : elle renvoie aux déclarations anti P«C»F multipliées par Poniatowski.

Le contenu de la polémique, c'est donc en fin de compte l'attitude des deux parties à l'égard des contradictions politiques en France. En termes voilés, Giscard poursuit l'opération de Chirac : établir l'équation « communisme Union Soviétique = PCF ». Equation doublement fautive. D'une part, parce que l'Union Soviétique capitaliste de Brejnev n'a plus rien à voir avec le communisme, avec l'URSS du temps de Lénine et de Staline. Mais aussi du fait que le projet stratégique du PCF d'établissement d'un capitalisme d'Etat en France, (s'il va dans le sens des intérêts soviétiques, dans ses aspects de politique extérieure), n'est pas réductible à cette seule réalité. Il s'agit en définitive pour notre bourgeoisie de détourner la classe ouvrière de la révolution, en lui présentant pour du « communisme » ce qui n'est, en France comme en URSS, que son contraire.

Cependant, « l'inquiétude » soviétique devant de telles campagnes de la bourgeoisie française est nouvelle. Au temps de de Gaulle, les mêmes campagnes ne faisaient pas le moins du monde obstacle aux relations cordiales et aux réceptions grandioses, avec lesquelles contrastent nettement les maigres troupes mobilisées pour applaudir Giscard. Deux choses ont changé entre temps : la position de la France sur la scène internationale, et la situation de la lutte des classes en France.

solitude des vieux"

-Veil-

UNE CAMPAGNE QUI NE COUTE RIEN

« Si tu veux voir des vieux travailleurs, va à Bichat, là, tu en verras ». Il a 82 ans, il s'est arrêté pour souffler. L'hôpital Bichat, il connaît bien, il vient d'y passer un mois et il en revient sa valise à la main, pratiquement tout ce qu'il possède. Ce furent ses premiers mots. Comment fait-il pour vivre, il est seul et touche 550 F par mois ? « Je vends des fleurs dans le métro, je suis à l'abri ». Il y a quelques mois, le Conseil Municipal de Paris a parlé d'accorder 1 200 Francs par mois à toutes les personnes âgées, mais actuelle-

ment aucune ne touche encore cette somme. « C'est 1 500 Francs minimum qu'il faut pour vivre correctement et sans faire d'extras » ; c'est un retraité récent (il a 65 ans) qui parle ainsi.

« Moi, je ne me plains pas, c'est à peu près ce que je touche, mais il y a plus malheureux que moi », cette phrase, je l'entendrai souvent. Les retraités mettent leur pudeur à ne pas se plaindre, même les plus démunis, même les plus isolés. En parlant, on découvre pourtant tous les problèmes quo-

tidien des vieux travailleurs. « Les fruits, on n'y touche pas, un beefsteack, une baguette de pain, un paquet de cigarettes, et il n'y a plus rien sur l'argent de la journée ».

« Vous savez, ils ne sont pas à plaindre » me dira la responsable du foyer-restaurant dans le 18^e arrondissement « ils ne payent que 6 francs de repas ici, et les jours de fête, ils ont un repas amélioré ». Ce n'est pas l'avis de ceux qui viennent y prendre leur repas. « Je ne peux même pas me

suite p. 4



suite p. 4

un tireur phalangiste masqué dans les rues de Beyrouth.

nouvelles provocations phalangistes à beyrouth

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER...

LA FEMME D'UN OUVRIER D'USINOR-DUNKERQUE

« Je suis militante du parti communiste depuis 8 ans. Mon mari et moi avons 30 ans ; il travaille à Usinor depuis 1965 et nous avons connu quelques grèves... Mais aujourd'hui je voudrais vous relater un fait qui se passe chez moi, et pour lequel je voudrais avoir un conseil : Au mois de janvier, nous avons acheté une voiture chez Renault avec un apport de 3.800 F. et le reste payé en 4 ans... Au mois de juin nous avons dû reculer l'échéance d'une traite, aujourd'hui réglée, pour payer les frais d'hôpital pour ma petite fille (nous avions 10 jours sinon après c'était la saisie), et la note de gaz est tombée en même temps. Mon mari gagne 2.800 F. Ce mois-là nous avons donc donné : 1.500 F. de gaz, 560 F. à l'hôpital, 530 F. de loyer... Voyez ce qui me restait. Mais pour ce retard nous avons eu la visite du commissaire priseur qui venait nous chercher la voiture. Car le crédit DIAC-RENAULT-BAIL avait résilié le contrat car il ne pouvait admettre ce retard. Donc aujourd'hui je me retrouve sans voiture, tout en étant en règle avec eux et avoir remboursé 11.700 F. en 10 mois. Croyez bien que si j'écris cela c'est pour vous dire que nous, le peuple, tout en se privant chaque mois, on essaie d'avoir quelque chose, on ne peut faire autrement que l'acheter à crédit, et on se voit enlever ce qui nous appartient sans pouvoir se défendre ! »

C.H.

Une communiste aujourd'hui révolutionnaire.

Nous avons communiqué ta lettre au camarade qui s'occupe des questions juridiques et il te répondra personnellement.

UN LECTEUR DE THONON

La parution du Quotidien a suscité beaucoup d'enthousiasme, c'est en effet le premier quotidien au service du peuple.

Mais je pense que nous ne parlez pas suffisamment des peuples et nations opprimés par l'impérialisme français (colonies : Guyane, Guadeloupe,

Martinique, Réunion, Djibouti, etc... et ex-colonies d'Afrique). En effet, si on compulse les premiers numéros, la place qu'ils ont est ridicule. Pourquoi ne pas avoir, à propos de l'affaire Claustre, démonté la mécanique néo-coloniale de la France au Tchad ? Et Mayotte ? Et la colonisation de la Guyane ? Notre glorieuse devise : « Proletaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous » ne doit pas être un mot creux ! Il faut rompre courageusement avec les pratiques odieuses du P.C.F. qui « oublie » l'existence de ces peuples et nations opprimés par l'impérialisme français.

Dès que nous aurons en notre possession des éléments sur la situation des peuples et nations dont il est question, je vous les ferai parvenir.

Absolument d'accord sur la nécessité d'accorder une attention particulière aux peuples opprimés par notre impérialisme : ils sont sur la scène internationale nos plus proches alliés dans la lutte pour abattre l'ennemi commun. Le Quotidien du Peuple ne les oubliera pas. Dans le cadre général du changement de rapport de forces entre l'impérialisme et les peuples du Tiers Monde, en faveur de ces derniers, il montrera comment la France reste impérialiste, il appellera la solidarité avec ses victimes et leur combat. Nous aborderons certainement les différents sujets dont tu parles dans les numéros à venir.

UN COUPLE DE PAYSANS DE ST SORLIN :

« Nous sommes d'accord pour vous signaler toutes les luttes paysannes de notre région :

- occupation d'une ferme non travaillée par un couple
- lutte d'un village (Grospierre) de l'Ardeche contre l'implantation d'un complexe touristique hollandais
- occupation d'une usine Dreyfus depuis plus de 100 jours avec un soutien actif des paysans.

Sur tous ces sujets nous préparons des articles ou des éléments pour le Quotidien du Peuple ; nous avons des rendez-vous cette semaine avec les camarades concernés pour faire cela.

CHATILLON SUR LOIRE

Espagne 1975

Assez !
Assez des tueurs !
Assez du vieillard sanglant !
Assez de tous ceux qui profitent du crime !

Les assassins sont sourds
Ils n'entendent pas les millions de voix
Les assassins sont aveugles
Ils ne voient pas les millions de bras.

Et pourtant...

Malgré leurs prisons
Malgré leurs bourreaux
Malgré leurs fusils

Cet automne sera plus fécond que tous les printemps
Ce matin de septembre sera plus éclatant que toutes les aurores
Ces cinq fusillés sont plus vivants que tous les vivants.

Car vous vivez
Otaegui et Baena, Garcia Sanz et Bravo Sollas
Et toi aussi, Parades Manot, qui mourut en chantant !

Vous vivez !

Parce que vous êtes de chez nous
Parce que vous êtes de notre peuple et de son camp
Parce que vous êtes de notre classe et de son combat.

G.B.

MAITRESSE AUXILIAIRE DE CET - MERE DE 2 ENFANTS CHOMEUSE

Le 12 septembre je suis allée m'inscrire à l'A.N.P.E. j'étais la 4ème Maitresse Auxiliaire de la journée à me présenter à 10 H du matin. J'étais arrogante, mordante pour ne pas pleurer. Combien de fois l'ai-je été depuis pour la même raison ?... Mais cette situation de chômeur, ça vous « bouffe » même votre fierté. Car, la comédie du... « Je m'en fous, ça me fera des vacances en plus ! » on la joue un temps pour les autres qui sont dupes ou pas... J'ai donc constitué mon dossier à

l'ANPE et qui dit dossier dit Numéro. Pour eux, vous n'êtes plus qu'un Numéro et ce Numéro doit venir pointer tous les 15 jours avec sa carte (ce qui est très réconfortant !...)

Ce même jour, j'ai vu une femme d'une quarantaine d'années venir pointer sa carte. Elle avait le visage d'une personne accablée, elle s'est avancée vers le bureau et a sorti très vite sa carte, et quand l'employé de l'ANPE lui a rendue, elle l'a cachée très rapidement, dans son sac, puis elle est sortie sans dire un mot...

Le moral d'une mère de famille influence beaucoup l'atmosphère de la maison. Mes enfants me sentant tendue étaient eux aussi tendus et plus je m'énervais plus eux s'énervaient aussi. J'arrivais à ne plus pouvoir les supporter. Mon mari essayait vainement de me remonter le moral, mais ma morosité a dû être contagieuse car un mur s'est élevé entre nous. Pendant une semaine, je me suis repliée sur moi-même. Notre maison était devenue invivable.

Alors j'ai réagi, je sors, je vois les gens et SURTOUT JE LUTTE, JE ME BATS soutenue par mon syndicat pour connaître les raisons de mon licenciement car pour moi c'est toujours le mystère. Peut-être qu'après j'aurais la possibilité de me défendre.

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE A INNO-MONTPARNASSE

« C'est le seul journal à avoir parlé de la lutte » disent les grévistes. Aujourd'hui le journal est acheté, et circule. Cette employée qui a fait la grève a découpé tous les articles parlant de sa lutte pour les envoyer à son fils qui est à l'armée.

Correspdt.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

UN JEUNE TRAVAILLEUR IMMIGRE DE CAEN

« Il y a quand même des patrons qui sont gentils », c'est le commentaire d'un membre du P.C.F., après avoir vu une pièce de théâtre sur l'immigration dans un foyer de jeunes travailleurs — jouée par de jeunes immigrés — et prétendant que la pièce attaque d'une façon abusive les patrons.

Moi aussi j'ai connu la gentillesse des patrons, mais voilà comment :

« Pour aller au boulot, je descendais à pied car je ne possédais aucun moyen de locomotion, et comme par hasard, c'est aussi le même chemin que prenait le patron, alors il s'arrêtait et me prenait avec lui. Dès qu'on arrive — vingt minutes avant l'heure — il me fait travailler en me disant : « manie-toi le train, et quand les autres arrivent tu commences à charger le camion ». Quelle gentillesse.

Les points de vue du P.C.F., on les connaît :

— vous êtes étrangers, vous n'avez pas le droit de faire la politique sous peine d'expulsion, c'est malheureux, mais c'est comme ça.

— la lutte des travailleurs immigrés est impossible car ils sont victimes de la répression ».

Non messieurs, la lutte des immigrés est possible en faisant l'unité avec les travailleurs français, et nous lutterons jusqu'au bout, malgré la répression de la bourgeoisie, vos sabotages de nos luttes et vos calomnies.

K.

communiqués

Aujourd'hui, à 14 h, le tribunal correctionnel de Versailles fera connaître sa décision dans l'affaire Mohamed Diab.

Le Comité Mohamed Diab appelle à venir nombreux manifester sa désapprobation au prononcé du jugement.

SENEGAL

Douze militants accusés d'avoir diffusé le journal XAREBI et d'avoir appartenu à l'organisation clandestine AND-JEF passent en procès devant un tribunal spécial vendredi 17 octobre. Tous ont été torturés.

Un meeting de protestation est organisé par Révolution-Afrique, soutenu par le Comité de Soutien aux Prisonniers Politiques de l'Afrique de l'Ouest, à 20 h.

à l'AGECA
117, rue de Charonne

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :
Y. CHEVET
Imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN... L'ACHETER CHAQUE JOUR AU MEME ENDROIT !

Dans le n° d'hier nous sommes revenus longuement sur la nécessité d'ajuster patiemment notre réseau de diffusion à nos besoins, et sur les problèmes que cela peut susciter.

Mais ce travail pour lequel de nombreux lecteurs n'hésitent pas à consacrer du temps, risquerait d'être complètement inefficace si nous avons une politique anarchique dans l'achat du journal. En effet une condition pour que les marchands de journaux prennent au sérieux nos réclamations, c'est qu'ils constatent

une diffusion régulière du journal. Comment le pourraient-ils si les lecteurs d'une localité se servent tantôt à un endroit, tantôt à un autre ? Procéder ainsi risque certainement de perturber gravement la distribution des journaux sur une localité et d'aboutir finalement à une baisse des ventes. Camarades, lecteurs, vous tous qui voulez soutenir le journal, pensez à l'acheter chaque jour dans le même kiosque ! C'est facile et en même temps précieux pour votre journal !

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)
au kiosque
de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien
Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

gagnons la bataille de la diffusion



POUR FAIRE CONNAITRE LARGEMENT LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

IL EXISTE

- DES AFFICHES
- DES BANDEAUX
- DES AUTO-COLLANTS
- DES AFFICHETTES POUR LES KIOSQUES.

COMMANDEZ CE MATERIEL IL EST A VOTRE DISPOSITION !

QUE CHAQUE LECTEUR DEVIENNE UN PROPAGANDISTE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE !



la situation économique

-2-

le chômage et la crise

DEVELOPPEMENT DU CHÔMAGE

930 000 demandeurs d'emploi non satisfaits à la fin septembre, 1 115 000 prévus à la fin de l'année, contre 400 000 en 1973. Encore ces chiffres sous-estiment-ils l'augmentation du chômage. On a remarqué, en effet, que certains travailleurs, face à la crise, à la quasi-impossibilité de trouver un emploi, ne se déclaraient plus comme chômeurs ; c'est le cas, par exemple, de nombreuses femmes qui restent au foyer en attendant une reprise de l'embauche. Selon les spécialistes, ils sont plusieurs centaines de milliers ; si bien qu'en toute rigueur l'accroissement de chômage entre 73 et fin 75 sera au moins de l'ordre du million.

De début 74 à fin 75, les effectifs de l'industrie auront diminué de plus de 250 000 (-4,3%). Mais c'est surtout depuis la rentrée 74 que se sont multipliés les licenciements : selon les chiffres officiels, il y en aurait entre 20 et 25 000 chaque mois, soit 3 à 4 fois plus qu'en période normale, quand le capital se porte bien. Dans le même temps, les horaires de travail ont été réduits, et surtout le chômage partiel (au dessous de 40 h) s'est considérablement développé : 300 000 chômeurs partiels chaque

mois, 1,2 à 1,5 million de journées de travail perdues, soit 30 fois plus qu'avant le début de la crise.

LA CONCURRENCE CAPITALISTE

Le développement du chômage résulte de l'élimination par la concurrence des entreprises les moins rentables et qui n'ont pas la chance de se situer dans les secteurs d'autorité en expansion. Ainsi, ce sont les règles du jeu du capitalisme et les « rois du pétrole » comme on a voulu le faire croire qui sont la cause du chômage.

Mais si les patrons ne provoquent pas délibérément le chômage, ils savent en tirer parti.

RESTRUCTURATION ET REDEPLOIEMENT

C'est au moment de la crise que la bourgeoisie met en place les conditions d'un nouveau développement de la production - et de l'exploitation. Le redéploiement, c'est sans doute la réorientation de la production vers les secteurs qui semblent devoir être les plus rentables à l'avenir ; notamment l'exportation de biens d'équipements. C'est aussi, bien sûr, la fermeture des usines les moins rentables. C'est encore un nouveau pas dans la concentration capitaliste, grâce à la disparition des plus faibles. Cette

concentration prépare de nouvelles crises. Ainsi, depuis 1960, le chômage a progressé par vagues successives : de 65 à 67, de 70 à 72 et depuis 74. Après chaque « période difficile », le chômage ne revient pas au niveau antérieur mais, reste très supérieur. *La relance, ce ne sera pas la fin du chômage.*

NOUVELLES FORMES D'EXPLOITATION

La crise est aussi l'occasion de la mise en place de nouvelles formes d'exploitation.

Par exemple, l'abaissement de l'âge de la retraite, qui n'est pas simplement une mesure démagogique ; le patronat a ses raisons pour mettre au rencart les vieux travailleurs. D'abord, il les considère comme un obstacle à sa politique d'intensification des cadences. Ensuite, le redéploiement implique des transferts massifs de main-d'œuvre des secteurs en déclin (où l'âge des ouvriers est souvent plus élevé) vers les branches modernes et rentables ; or, l'adaptation à de nouveaux travaux, est jugée a priori plus difficile pour les travailleurs âgés, et leur formation est moins rentable, puisqu'il leur reste moins d'années à travailler.

Un autre exemple, est celui de l'allocation supplémentaire d'attente - les 90% - pour les travailleurs licenciés pour « motifs économiques ». Strictement limitée à 1 an, et soumise à un renouvellement tous les 3 mois à condition que le chômeur ait « activement » cherché un emploi, cette indemnité de courte durée, a clairement pour but de faciliter le mouvement de licenciements et d'embauches, de fermetures et d'implantations qui va se développer avec le redéploiement.

SUREXPLOITATION

Enfin, le chômage, c'est une période de surexploitation. D'une part pour les chômeurs eux-mêmes qui ne disposent souvent plus du minimum nécessaire pour vivre. D'autre part pour l'ensemble des travailleurs qui, par crainte du chômage, sont poussés à accepter la surexploitation. Aujourd'hui, la multiplication des ménages ne pouvant plus payer leur loyer, menacés d'expulsion, est une preuve flagrante que dans beaucoup de familles, on ne peut plus joindre les deux bouts.

La crise, en matière d'emploi, c'est donc l'accroissement de la concurrence, dont les travailleurs paient les pots cassés par le chômage, et la préparation d'un nouveau développement de l'exploitation, marqué par la mise au rencart des travailleurs âgés et l'accroissement des cadences.

Marcel METAYER

Nous poursuivons ici la publication des articles sur la situation économique, qui introduisent notre débat sur la crise et les questions des travailleurs. Dès le début de la semaine prochaine, nous publierons les enquêtes et reportages réalisés par Y. Chevet, G. Privat et S. Raynal, à l'usine S.M.N. de Caen, dans la sidérurgie lorraine, à Besançon.

Dans ces usines, dans ces régions, nos journalistes ont dialogué avec les travailleurs, fait le point des premières questions pour débattre de la crise, de la façon dont elle est vécue par les travailleurs et de son issue possible.

D'ores et déjà, nos lecteurs peuvent nous adresser leurs questions, leurs propositions, les éléments dont ils disposent, par lettre ou par téléphone (de 13 h à 14 h, à la permanence téléphonique, l'un de ces trois journalistes se tient à votre disposition).

UN REDRESSEMENT PRÉCAIRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Souvenez-vous : en novembre 73 Giscard lançait un cri d'alarme : « la hausse des prix du pétrole met en danger l'économie française, travailleurs donnez un 13ème mois de travail pour l'exportation ». Aujourd'hui, où en est le commerce extérieur ?

Le déséquilibre de la balance commerciale (exportations - importations) a été de courte durée : le taux de couverture (rapport entre les exportations et les importations) qui avait commencé à baisser dès le milieu de 1973, descend en dessous de l'équilibre à partir du début de 1974. Mais six mois après, le taux de couverture se redresse et l'équilibre est rétabli en novembre.

LES FACTEURS DU REDRESSEMENT.

Le retour de l'équilibre s'effectue par une brusque réduction des importations (-20% de juin 74 à juin 75). Dans le même temps, les exportations restent stationnaires.

L'évolution des échanges selon les pays est très significatif : avec les pays de l'OCDE (Europe, USA, Japon et 13 autres pays développés), exportations et importations évoluent parallèlement, avec un recul à partir du milieu de 1974 qui reflète le développement de la récession dans le monde capitaliste.

Par contre, avec les autres pays (regroupant surtout ceux du Tiers-Monde), les exportations n'ont pas cessé de se développer à un rythme rapide (35% en un an) alors que les importations ont brutalement reculé depuis octobre 74 (-30% en 7 mois).

Ainsi, c'est principalement l'amélioration des échanges avec le Tiers-Monde qui permet le redressement de la balance commerciale française.

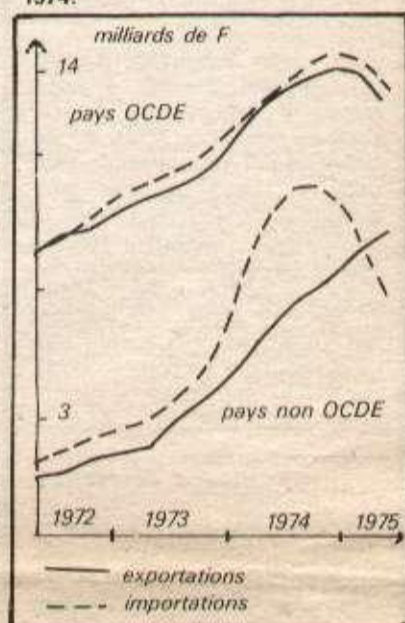
BAISSE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Lors de la récente conférence de l'OPEP, une revalorisation de 10% a été décidée par les pays producteurs de pétrole. Mais, depuis mars 74, le pouvoir d'achat du pétrole avait diminué de 35%, en raison d'une part de l'inflation mondiale qui élève le prix des biens importés par ces pays, d'autre part de la baisse du cours du dollar (car les prix du pétrole sont habituellement mesurés en dollars). Ainsi, d'après l'indice de l'INSEE, les prix mondiaux des matières premières ont diminué de 32% depuis avril 74.

OFFENSIVE SUR LES MARCHÉS NOUVEAUX

La croissance rapide des exportations françaises vers le Tiers-Monde résulte d'une offensive lancée grâce aux voyages de Ségard. De nombreux contrats ont été signés : avec l'Irak

par exemple, plus de 30 milliards de francs ont été négociés (construction d'un complexe pétrochimique, d'usines sidérurgiques, de transformation de l'aluminium, télécommunications...). D'autre part, les ventes d'armes françaises se sont amplifiées : les commandes passent de 10 à 15 milliards de francs de 1973 à 1974.



Ce développement des exportations de biens d'équipement modifiera à terme la répartition mondiale des productions. Par exemple, J. Ferry, patron de la sidérurgie française prévoit une « nouvelle géographie de l'acier », dans laquelle les pays du Tiers-Monde joueront le rôle de fournisseur de produits de base. Ainsi le « redéploiement » du commerce international prépare une nouvelle structure mondiale de la production.

RIPOSTE DU TIERS-MONDE

Ces manœuvres des pays impérialistes entraînent une riposte du Tiers-Monde. Par exemple, dans la préparation de la Conférence Nord-Sud. Autre exemple : une récente déclaration officieuse du gouvernement algérien indique : « Dans les tribunes internationales, la France se dit prête à coopérer avec les pays en voie de développement qui veulent s'industrialiser. Mais, dans les faits, au lieu d'essayer de procurer à l'Algérie... les moyens de soutenir son effort de développement, la France paraît plutôt souhaiter la prolongation d'un déséquilibre qui lui assure des avantages immédiats, au détriment du développement de l'Algérie ». (APS 9-75).

Giscard a tort de chanter victoire : la reprise de l'activité industrielle dans les pays capitalistes, jointe à la fermeture des pays du Tiers-Monde, révélera la fragilité du redressement actuel du commerce extérieur de la France.

Un premier indice nous en est fourni par les résultats publiés hier : à la suite de la reprise des importations, la balance commerciale française est redevenue déficitaire en septembre.

Michel FLORAC

BAISSE DES INVESTISSEMENTS

D'après la dernière enquête de l'INSEE (juin 75), auprès des entreprises, les investissements en 1975, seraient en baisse de 8% par rapport à ceux de 1974 (progression en « valeur » : 2%, ce qui compte tenu de la hausse des prix, se traduit par une baisse de 8% en « volume »).

FORTE BAISSÉ POUR LES INDUSTRIES DE BIENS DE CONSOMMATION

L'évolution de l'investissement est très différente selon les secteurs : pour les industries de biens de consommation, la baisse sera de 20% (-13% en valeur) alors que pour les biens intermédiaires, l'investissement est à peu près

comparable à celui de 1974 (+9% en valeur).

UN CERTAIN OPTIMISME POUR 1976

Les nombreux reports d'investissements en 1975 devraient conduire en 1976 à une croissance beaucoup plus rapide des investissements en 1976 (+16% pour les industries de biens d'équipements et +20% pour les industries intermédiaires).

Il est clair que ces intentions ne se réaliseront que si une véritable reprise se dessine avant la fin de l'année 75, ce qui paraît bien improbable. Ce que l'on peut en retenir, c'est que les perspectives de développement des industries de biens de consommation restent très timides.

Prévisions d'évolution en valeur par rapport à l'année précédente

Industries produisant des	1975/74	1976/75
- biens d'équipement	106	116
- biens de consommation	87	112
- biens intermédiaires	109	120
Ensemble	102	117

en bref

GISCARD : L'HOMMAGE DU VICE A LA VERTU

La presse fait grand bruit autour des fleurs déposées par Giscard sur le tombeau de Lénine à Moscou. C'est sans aucun doute l'hommage du vice à la vertu. Dans ce geste, Giscard a en effet cherché un gadget de plus pour renforcer son image «libérale». Mais au-delà de la mascarade indécente, une chose est certaine : Giscard, chef de file des capitalistes français, pour avoir l'air de ce qu'il n'est pas, en vient à fleurir la tombe d'un des pires ennemis du Capital, d'un des plus grands révolutionnaires prolétariens. Faut-il que cet homme, qui incarne la révolution aux yeux des ouvriers de France, soit populaire chez nous pour que Giscard en arrive à un tel geste !

TCHAD : LES MILITAIRES QUI RENTRENT.

Le corps expéditionnaire de l'impérialisme français a commencé à regagner la France. Dans les années récentes, il s'est distingué par des atrocités sans nom au Tchad : tortures, pendaisons, incendies de villages et de récoltes, massacres, etc. La presse l'a toujours caché. Aujourd'hui, elle continue : «France-Soir» ose écrire, hier, au sujet des militaires : «à aucun moment, ils n'ont rencontré l'hostilité de la population tchadienne»...

RELANCE DE LA CAMPAGNE SUR LE «TERRORISME INTERNATIONAL» ?

On a découvert deux bombes, à l'Institut Goethe, avenue d'Iéna, à Paris, mardi soir. Il n'en faut pas plus pour que la presse s'empare de ce fait attribué - on ne sait comment - à la «bande à Baader». France-Soir parle de «tueurs rouges». Et, comme à l'occasion de l'affaire Carlos, la bourgeoisie relance la campagne d'intoxication : amalgame entre cet attentat manqué et les révolutionnaires ; France-Soir prétend en effet que «ces sous-hommes» sont «hébergés chez des sympathisants français». Amalgame aussi avec le combat révolutionnaire du peuple palestinien : France-Soir affirme, en effet, que les «tueurs rouges» venaient «des camps d'entraînement des terroristes palestiniens». Ce journal «honnête» fait par ailleurs le silence sur les exactions d'un commando «anti-ETA» au domicile de patriotes espagnols agressés par des individus armés lundi soir. Le commando «anti-ETA» a peu de chances d'être inquiété par la police française qui tolère les agissements des franquistes sur notre territoire.

RUSSES ET AMERICAINS D'ACCORD EN ECONOMIE, CE LA VAUT UN PRIX NOBEL...

Charles Koopmans, américain, et Léonide Kantorovitch, russe, ont été récompensés pour leurs travaux sur «la théorie de l'allocation optimale des ressources», ou, en clair, comment utiliser au mieux les profits faits sur le dos des travailleurs... L'économiste russe s'était déjà distingué au cours de la réforme Libermann, qui a introduit les méthodes de gestion américaines dans l'économie soviétique. Dans la fabrication d'emplâtres pour économie impérialiste malade, les élèves auraient-ils dépassé leurs maîtres ?

politique

GISCARD EN U.R.S.S.

suite de la p. 1

D'une part, la France est loin aujourd'hui d'être le seul partenaire que l'URSS puisse trouver en Europe de l'Ouest : le temps des «relations exemplaires» n'est plus cité que par routine et pour mémoire. Au contraire, l'affaiblissement de la situation de notre bourgeoisie l'a conduite à adopter une politique de concessions plus grandes vis-à-vis de l'impérialisme US. D'autre part, le développement de la lutte des classes vient sérieusement menacer l'ordre capitaliste dans notre pays, ouvre une crise politique susceptible de prendre des formes aiguës. D'où la nouvelle politique soviétique :

Ne plus compter uniquement sur le personnel de la bourgeoisie au pouvoir en France. Utiliser le PCF comme un moyen de pression en vue d'infléchir sa politique dans un sens favorable à Moscou ; et se préparer, le cas échéant, à

l'issue devenue crédible de la participation au pouvoir des révisionnistes, pour en tirer tous les fruits dans le sens d'un rapprochement de la France avec l'URSS ; la tendance de l'URSS à miser, pour accélérer son infiltration, sur la crise des bourgeoisies d'Europe du Sud, a été clairement illustrée au Portugal. Le soutien bruyant, matériel, politique, financier qu'elle a accordé au PCP a bien traduit ses espoirs de pénétration accélérée.

Il ne sera donc pas facile de s'entendre, à Moscou, cette semaine. Les deux partenaires y sont cependant condamnés, et, si la réunion politique prévue pour hier après-midi dû être repoussée, probablement du fait de la nécessité d'aplanir les divergences, Giscard n'en a pas moins commencé à les atténuer en les qualifiant de «différence de degré».

Jean LERMET



Marchais-Breznev : leurs rapports sont au centre des contradictions du voyage de Giscard

"briser la solitude des vieux" une campagne qui ne coûte rien

Les travailleurs de moins de 65 ans, usés par plus de quarante ans de baigne capitaliste, et qui n'arrivent plus à récupérer leur fatigue d'une journée sur l'autre devront encore attendre quelques années avant de pouvoir prendre leur retraite. Chirac vient de l'annoncer, la retraite à 60 ans, ce n'est pas encore pour maintenant : il va y avoir un calendrier échelonné sur plusieurs années... la retraite à 60 ans concernera en priorité les travailleurs manuels qui ont travaillé le plus longtemps et dans des conditions pénibles. On ne peut être plus imprécis. Le gouvernement se réserve ainsi la possibilité de retarder et de restreindre cette mesure comme il veut.

Mais la retraite, qu'est-ce que c'est pour ces milliers de travailleurs mis à la retraite anticipée, par les patrons qui veulent réduire leurs effectifs, sinon du chômage déguisé, avec des ressources inférieures aux indemnités de chômage normales. Si la bourgeoisie parle aujourd'hui d'accorder ce qu'elle refusait il y a peu, c'est qu'elle veut faire de la retraite un moyen de camoufler le chômage.

Simone Veil, ministre de la santé,

après la campagne anti-tabac (menée avec le succès qu'on sait : augmentation de la consommation de tabac), lance une campagne anti-solitude des retraités. Ça ne coûte pas cher ! Des collectes seront faites dans les lieux publics, et il y aura des interventions d'information sur les problèmes de la vieillesse à la radio, à la télévision et dans certains journaux. Ces mesures sont juste destinées à donner le change, elles ne tromperont personne.

Le gouvernement ne cherche pas véritablement à briser la solitude des retraités car il en profite : couper les retraités des autres couches du peuple, c'est pour lui un moyen de nous diviser, de propager des idées réactionnaires par l'intermédiaire de la presse pourrie, (notamment Le Parisien Libéré est distribué gratuitement à plus de 100 000 retraités chaque jour).

Briser la solitude des vieux travailleurs, c'est possible, en réalisant l'unité populaire contre le capitalisme. Les retraités ont toute leur place dans la lutte révolutionnaire, où ils peuvent apporter toute la richesse de leur expérience de luttes.

suite de la p. 1

payer une paire de chaussures, me dit-elle, à ses pieds des chaussons, j'ai arrêté de travailler il y a seulement un an, j'en ai 75, je faisais des ménages ; la retraite à 60 ans, c'est très bien, mais pas avec ce qu'on nous verse ».

Pourtant, comme pour d'autres retraités, ce qui l'inquiète, ce n'est pas seulement la fin du mois à boucler mais aussi les agressions dont les vieux sont les victimes («c'est dans le journal»), on se rend bien compte de l'influence de la propagande actuelle de la bourgeoisie, également dans la résignation de certaines personnes âgées devant leur situation.

Mais ceux qui ont été ouvriers toute leur vie n'oublient pas leur passé et ils ont conscience d'appartenir toujours au monde des travailleurs. Lorsque je montre «le Quotidien du Peuple» à ce retraité, assis sur un banc dans un square du 20^e, sa réaction est immédiate : «le peuple j'en suis et j'y resterai». Il a fait 55 ans comme porteur aux Halles, et comme il n'a pas cotisé pour la retraite, il est «économiquement faible», c'est-

à-dire qu'il a 1710 F par trimestre. «Sij'étais seul, je n'y arriverai pas, heureusement ma femme touche une petite retraite, à deux, on y arrive».

«Quand on est vieux, on s'emmerde, j'ai de l'asthme et je ne peux pas aller au club de personnes âgées, il y a trop de fumeurs, et puis je ne peux pas toujours être avec des vieux, j'ai l'esprit jeune». Changer la société ? «Quand j'étais jeune, je me suis battu pour que ça change, il faut des actions ouvrières, mais il en faut plus que maintenant».



Deux ans avec sursis pour Pietkiewicz UN VERDICT SANS SURPRISE

La deuxième journée du procès de Jacky Pietkiewicz confirme l'orientation donnée aux débats, mardi. Les dépositions se poursuivent. Le commissaire chargé de l'affaire Grenouille, qui parle d'ailleurs de l'accusé en disant «la victime», explique que Jacky était très troublé après le meurtre de son père.

Des failles apparaissent dans le système de défense, pour savoir s'il y a eu ou non préméditation : Jacky est-il revenu chez lui pour chercher le couteau ? Son beau-frère et sa mère, très émus, reviennent sur leurs premières déclarations. Le président : «Ces questions sont bien mineures, mais peuvent donner argument à l'accusation». Accusation qui ne se manifeste d'ailleurs que pour dire bien haut qu'elle a toujours appelé les

accusés «monsieur», répondant ainsi à une remarque de la presse de la veille, ce que reprend à son compte le président.

Suit une succession de témoins, cités par la défense : chefs d'équipe et d'atelier à Simca-Chrysler, pour qui Jacky Pietkiewicz est bien l'ouvrier modèle tant apprécié de ses chefs et de la direction. D'ailleurs sa promotion en fait preuve. L'un d'eux souligne même, en parlant selon ses propres termes, de «l'incident» : «Jacky n'en a pas tiré vanité». Pas d'ouvrier dans les «témoins de bonne moralité». Leur témoignage aurait-il trop peu de poids en Assises, ou bien serait-il différent ?

Puis ce sont les précédentes victimes de Grenouille, quand elles en ont réchappé, qui témoignent, en décrivant dans le moindre détail l'horreur de

ses agressions. Le système de défense, repris d'ailleurs par une certaine presse apparaît clairement : finalement, Jacky, travailleur modèle dont la société n'a rien à craindre, a agi pour le bien public en tuant cet horrible assassin. Cela, la défense ne le dit pas, mais sait le sous-entendre. D'ailleurs, dans sa plaidoirie, l'avocat déclarera aux jurés : «Si vous aviez eu à juger Grenouille, vous l'auriez condamné à mort».

Dans son «long et brillant» réquisitoire, le procureur Béziot décrit minutieusement les faits, écartant l'objection à la préméditation : «Jacky Pietkiewicz est revenu chez lui chercher le couteau. Il est déjà habité par la passion de vengeance, dans le même état où se trouvent les criminels qui préparent l'attaque d'une banque».

Puis il retrace l'histoire de la justice en concluant sur «immenses progrès, que vous ne devez pas remettre en cause, messieurs les jurés».

Finalement, M. Béziot requiert «cinq ans avec sursis» tenant compte «de la personnalité de l'accusé» et du fait que, travailleur modèle, il ne fait courir aucun danger à la société.

Verdict rendu par le jury : «roui à la culpabilité, non à la préméditation». Conclusion de la Cour : «Deux ans avec sursis». Le «bon délinquant» qu'on nous a opposé sans cesse aux «jeunes voyous criminels» pourra reprendre son travail de régleur à Simca-Poissy.

Eric BRÉHAT

BEL (FROMAGERIE)

SOLIDARITÉ OUVRIERS-PAYSANS

Les trois principaux ateliers de la fromagerie Bel (environ 100 travailleurs) ont cessé le travail depuis le 7 octobre.

Cause principale de la grève : perte de salaire de 300 à 450 F sur la paie de septembre, suite à la diminution du temps de travail de 45 à 40 h, alors que des accords, passés en mars 75 avec la direction, garantissaient 44 h de travail pour 45 h payées.

En fait ce qui est en cause dans cette grève, c'est la volonté des patrons de faire mieux accepter la chômage partiel par le système des 2 000 heures par an (le «travail à la carte» dont on parle tant aujourd'hui). C'est-à-dire que la direction voudrait faire travailler les ouvriers de façon saisonnière, leur faisant faire un maximum d'heures en été et un minimum, en hiver. Le tout non payé en heures supplémentaires, supprimant du même coup la possibilité, pour les travailleurs de chez Bel, de prendre leurs congés en été et l'embauche de travailleurs saisonniers. Les ouvriers dénoncent aussi l'augmentation des cadences qui s'en suivrait.

Ce conflit pose le problème de l'alliance avec les paysans de la région dont le lait est ramassé tous les jours pour la fromagerie. Les ouvriers continuent le ramassage du lait, la production, et appellent, par tracts, les paysans à joindre leurs revendications sur le prix du lait à celles des ouvriers de la fromagerie.

Jusqu'à ce week-end, la direction n'acceptait de négocier que sur un point qui avait déjà été refusé par les travailleurs, au printemps : «un système de régulation des ressources, compte tenu de l'activité saisonnière de l'usine», c'est-à-dire les 2 000 h par an, selon que cela arrange le patron.

Celui-ci n'a d'ailleurs reculé devant rien, allant jusqu'à mettre à pied et menacer de licenciement un délégué CGT de l'usine.

Déjà les métallurgistes de Vallourec, à Montbard, ont envoyé leur soutien aux ouvriers de Bel.

Gageons que les travailleurs sauront faire respecter leurs salaires et leur emploi !

COLIN

(CHATEAUBRIANT)
GREVE ILLIMITEE

Dimanche, c'était le douzième jour de grève chez Colin, entreprise du bâtiment de la région de Chateaubriant (Loire-Atlantique). Les travailleurs en lutte appelaient à une fête de soutien, au siège de l'entreprise qu'ils occupent. Dans la salle, deux cents personnes, venues des bourgs environnants pour manifester leur solidarité. Au mur, des slogans : «pas de licenciement», «nous voulons la justice», «oui au contrôle de l'entreprise par les ouvriers», «non au contrôle des ouvriers par les flics». A la son, des chants révolutionnaires, des airs populaires qu'un accordéoniste est venu interpréter.

Les responsables de la section CFDT répondent aux questions du «Quotidien du Peuple» : cette lutte, il faut la faire connaître.

Vous êtes en grève illimitée depuis le 1^{er} octobre. Pourquoi ?

Pour faire annuler les six licenciements prononcés par notre patron. Ces licenciements sont totalement injustes et le patron ne cherche même pas à les justifier. Au contraire, il a même assuré, devant quarante d'entre nous, que ce n'est pas 40 h, mais 45 h qu'il nous faudrait travailler actuellement pour satisfaire tous les clients.

Alors, pourquoi ces licenciements ?

Ce n'est pas pour des raisons économiques ; il y a des commandes. Non, peut-être ne veut-il pas d'un comité d'entreprise, alors, il descend en dessous de 50 salariés avec les six licenciements.

En tout cas, il ne veut accepter aucune discussion avec nous. Et dans cette lutte, le patron a derrière lui tous les patrons-artisans du département qui sentent que notre grève remet en cause leur autorité toute-puissante. Vendredi, sept patrons sont venus, protégés par les flics, finir un chantier... La presse locale en a fait tout un plat. Ça a d'ailleurs bien fait rigoler les gars, car les patrons, ils ont fait un boulot dégueulasse !

Cette opération d'intimidation a montré combien, entre patrons, ils se seraient les coudes. En tous cas, elle n'a que renforcé notre détermination à continuer la lutte.

journee d'action Rhone Poulenc

Aujourd'hui, a lieu, dans les différentes usines de Rhône-Poulenc Textiles, une journée d'action contre le chômage partiel. Des rassemblements sont prévus entre autres à Lyon, Mulhouse, Montluçon, ainsi qu'une manifestation à Paris, devant le siège du Groupe. A cette occasion, nous publions la correspondance des camarades de Rodhia-Belle-Étoile, à Saint-Fons.



A l'usine Rhône-Poulenc de Lyon-Vaise.

Depuis quinze jours, la lutte est engagée contre le chômage partiel. Au début, la plupart des travailleurs mis au chômage sont venus normalement à leur poste de travail, refusant ainsi les mesures de chômage. Ces mouvements spontanés des ouvriers se sont faits sans que les syndicats aient pris de position claire. Il apparaît, et certains militants CFDT et CGT l'avouent, qu'ils ne s'attendaient pas à une telle combativité.

Mais le manque de perspectives est évident : dans la plupart des cas, même si certains agents de maîtrise ont pris parti pour les travailleurs en acceptant de les pointer et de leur donner du travail, les chômeurs qui viennent quand même, n'ont rien à

faire. Vendredi 10, jour de chômage pour une partie des travailleurs de la journée, des 2x8 et des 3x8, moins de «chômeurs» sont venus, par rapport au vendredi précédent, où 90 % étaient présents.

Les directions syndicales veulent privilégier les actions qui «rassemblement les travailleurs», plutôt que des actions sectorielles dures. Pourtant, comme au meeting de vendredi, pendant un débrayage, les travailleurs ont manifesté le désir de faire des actions «coup de poing», du type de celles des ouvriers de C.T.A., plutôt que des débrayages de moins longue durée, mais sans perspective et lassants.

Pour la journée d'action d'aujourd'hui, les syndicats appellent à des grèves, avec manifestation le matin, de la Place Guichard à la Part-Dieu, où se trouve la Chambre Patronale. Alors que Gillet, le PDG, sera au même moment au Palais des Congrès ! En effet, la direction de la CGT prétend vouloir éviter les heurts avec les CRS, la CFDT et la CFTC ont essayé, en vain, de proposer de marcher sur le Palais des Congrès. Elles ont préféré finalement maintenir l'unité avec la CGT. Pourtant, les travailleurs sont favorables à une marche sur le Palais des Congrès. Les discussions que nous avons eues avec eux le confirment.

Correspondant Rodhia-Belle-Étoile

CHATEAUROUX Leroy-Somer "une usine modèle" occupée

Nous publions aujourd'hui la suite de notre reportage à Chateauroux. Hier, nous avons vu le chômage et l'exode des jeunes dans cette région de province. Mais, Chateauroux, c'est aussi Leroy-Sommer et les Pompes Guinard. Un «patron de choc», «champion de la participation» qui était invité récemment par Giscard pour discuter de la «réforme de l'entreprise». Il y a un peu plus d'une semaine «son» usine était occupée...

«DES MOIS QUE NOUS ATTENDIONS»

6h45 : il fait froid ce matin à Chateauroux : les 850 travailleurs de GUINARD - LEROY-SOMMER (moteurs pour pompes) arrivent à l'usine, les uns à pied, les autres en mobylette, avec leur gamelle pour le midi. Des centaines d'affiches de mots d'ordre rappellent qu'ils viennent de mener une lutte de 10 jours avec occupation.

En 71, GUINARD, «déficitaire» de 4% est racheté par LEROY-SOMMER dont le patron, CHAVANNE, a été invité dernièrement par Giscard. Au début, le «sauveteur» a pu faire illusion, promettant notamment «un restaurant d'entreprise» si les affaires reprennent. Quatre ans après, les affaires marchent (+7%), mais pour les travailleurs ? «ça fait 4 ans que nous attendons le restaurant d'entreprise, des mois que nous attendons la parité avec l'usine d'Annecy», nous diront des travailleurs dans un café. Des juin, ils commencent à débrayer, continuent en juillet et septembre. La question se pose : Comment vaincre le patron ?

UNE LUTTE CONTRE LA COLLABORATION DE CLASSE... ET LA DEMOBILISATION

Le mercredi 24 septembre, les syndicats ferment les grilles, font une heure d'information, puis... ils proposent de rouvrir ! Les ouvriers refusent «il faut occuper, laisser les grilles fermées». C'est l'occupation

illimitée. Pour les salaires, les 40 h sans diminution de salaire.

La lutte commence, s'amplifie : les journaux reçoivent de multiples communiqués. Dès les premiers jours, le patron annonce son refus de négocier «tant que l'occupation n'aura pas cessé» ; il tente de monter les non-grévistes contre les grévistes faisant des «réunions objectives pour informer les non-grévistes» et réclame la «liberté de travailler». C'est le refus de la part des gars. Alors, il menace d'envoyer les CRS et, finalement y renonce, alors que la volonté de lutte s'amplifie : une manifestation est organisée en ville pour faire connaître la lutte.

Le patron accentue la répression : 5 délégués syndicaux sont traduits devant le tribunal, ou la direction demandera «de faire évacuer l'usine manu-militari».

Mais, la lutte continue de plus belle, la popularisation se fait sur différentes boîtes. Il n'est pas question de céder sans avoir rien obtenu.

Le patron convoque alors les sections syndicales : «vous avez de l'influence, faites rouvrir» demandent-il aux syndicats. A ce moment-là, la CGT et la cellule P«C»F après avoir été les plus favorables à l'occupation, commencent à reculer. Peu à peu, leur position consiste à dire : «il faut négocier à tout prix, il faut en finir». Le patron propose alors de créer une «commission de conciliation» à laquelle devront s'adresser les syndicats

avant toute lutte. La CGT y est favorable. «Elle serait d'accord pour limiter le droit de grève ?» «Dans les faits, cela revient à ça».

Pendant ce temps, la lutte ne faiblit pas et le patron accepte de négocier... mais pas avec les syndicats «qui sont irresponsables». Son projet : les supprimer. De fait, les tentatives de démobilité de la CGT ont été balayées par les travailleurs... Le patron accepte alors de négocier le lendemain... sous l'occupation «un fait positif» nous dira-t-on. Un premier recul vient d'être imposé.

1 700 francs minimum ?
CE N'EST QU'UN PREMIER PAS !

Dans un petit café, des travailleurs conclurent : «Nous avons obtenu 1700 F minimum pour tous, les heures de débrayage en juin, juillet et septembre payés et 1^{er} 4 d'heure par semaine, mais c'est insuffisant».

« Il y a 11 ans que je suis dans la boîte, je ne touche que 1 800 frs ; On peut vivre avec ça, hein ? »

Ce que ces travailleurs savent, aujourd'hui, c'est qu'ils ont fait reculer une première fois le patron, mais aussi, c'est que le P«C»F, comme dans beaucoup d'autres boîtes, derrière son attitude dure, a essayé de saboter la lutte ; qu'ils aient passé outre, montre l'impuissance de plus en plus grande des révisionnistes à faire passer leur ligne de collaboration de classe. Cez aient passé outre, montre l'impuissance de plus en plus grande des révisionnistes à faire passer leur ligne de collaboration de classe. Ce qu'ils savent aussi, c'est que cette lutte n'est qu'un premier pas vers d'autres luttes plus massives encore.

Richard FEUILLET

grève des facteurs aujourd'hui

Aujourd'hui les syndicats CGT, CFDT, et F.O appellent les facteurs de Paris à faire grève 24 h. La revendication principale, un samedi de repos sur deux, avec réduction de la durée hebdomadaire de travail. Il y a un an maintenant, tous les postiers s'engageaient dans une lutte de grande ampleur, longue et dure. C'est un bien curieux anniversaire que proposent les directions syndicales «Il y a un an, on a fait grève 40 jours pour rien, c'est pas avec 24 h. qu'on aura quelque chose.» Cet avis est largement partagé par les postiers. De plus les facteurs seuls sont concernés par cet appel, et uniquement à Paris. C'est une forme de morcellement des luttes qui est peu voilée.

Est-ce que cet appel sera suivi ? «Il n'y en a pas beaucoup qui feront vraiment grève ; il y en a pas mal qui resteront chez eux, c'est tout.» Tous les facteurs voudraient bien avoir, effectivement, un samedi sur deux. Mais il est clair que ce type d'initiative des directions syndicales ne peut susciter l'enthousiasme et la mobilisation des postiers.

Obtenir le samedi matin sur deux, ce ne serait pas du luxe ! Car la journée du facteur n'est pas de tout repos. « Pour commencer le tri vers 6 h. 15, il faut que je me lève à 5 h. 30 ; il y en a beaucoup qui habitent loin et qui se lèvent vers 4 h. 30 ; après le tri du quartier, je commence la tournée des journaux ; de 7 h. 15 à 8 h. 30 ; le sac peut faire près de 15 kg, et puis, dans la matinée, c'est la tournée pour les mandats et celles des lettres. On peut faire une dizaine de kilomètres par jour, plus la montée des escaliers ; dans les vieux quartiers on a des six-étages sans ascenseurs. Un jour sur deux, on termine vers 17 h., après une dernière tournée pour les lettres. »

Et puis l'augmentation de 2 % que viennent de toucher les postiers n'a pas comblé, loin de là, le retard que les salaires continuent à prendre sur les prix...

femmes

temoignage de voyage

LES MATERNELLES EN CHINE

Je suis allée en Chine cet été. Là-bas, il y a des crèches et des jardins d'enfants, à la campagne comme à la ville, sur chaque lieu de travail ainsi que dans les quartiers d'habitations ; les familles ont toute liberté de choix.

Quand on demande aux chinoises s'il y a un problème de place, si les établissements sont en nombre suffisant, elles répondent en riant : ce sont elles qui décident de l'implantation d'une crèche, d'un jardin d'enfants, selon leurs besoins, et ce sont les ouvriers de l'usine, les habitants du quartier qui prennent en charge sa construction, son organisation. Les horaires sont ceux qui conviennent aux parents, et les questions de repas, du linge sont réglés de même. Si l'enfant est malade, le médecin de la crèche ou du jardin d'enfant s'en occupe. Un service de nuit est assuré.

Chaque visite de jardin d'enfants est pour nous un régal. Les enfants nous accueillent, des fleurs de papier à la main ; ils nous ont préparé une petite fête : les petites filles ont de grands nœuds dans les cheveux et des robes pour danser, aux couleurs vives ; les petits garçons, costumés, se tiennent droits tout pimpants. Un enfant présente lui-même les différents chants et danses de sa voix claire et assurée. Tout est joyeux, vif ; les gestes gracieux et précis, la diction parfaite. Certains rythment au tambourin, agitent des clochettes ou tapent sur des morceaux de bois, tandis que la jardinière est à l'harmonium. Pas de timidité, ni d'embarras ; chacun est à l'aise, content de chanter et de danser.

Les enfants miment devant nous le travail des fileuses dans une usine

de bonneterie ; le travail des repiqueuses de riz dans une commune populaire à la campagne ; la danse des « médecins aux pieds nus » qui soignent avec les plantes et l'acupuncture ; la danse des laveurs de linge, où les petits garçons savent comme les petites filles mimer le geste qu'ils ont fait dans la réalité, tordant consciencieusement leurs



mouchoirs au-dessus des lessiveuses qui leur servent d'accessoires.

On chante ainsi, en Chine, le travail manuel des ouvriers et des paysans, des ménagères, le bienfait de l'hygiène et de la médecine, la bonne camaraderie dans le travail et le sport....

Ces chants, ces danses mimées, les enfants y mettent tout leur

enthousiasme, car c'est leur vie qu'ils expriment, celles de leurs parents. Pas de monde clos de l'enfance, séparé de la vie réelle, quotidienne, comme c'est souvent le cas en France. Les liens entre le jardin d'enfants et le monde extérieur sont multiples. Ainsi les enfants vont sur le lieu de travail de leurs parents pour voir comment

de petits objets décoratifs et les chinois, ingénieux et minutieux, excellent en ce domaine ; mais on leur apprend aussi à faire des choses utiles en liaison avec telle ou telle fabrique. Comme les petits enfants qui plient les cartons nécessaires pour maintenir des ampoules électriques dans leur boîte d'emballage. Ils y passent peu de temps chaque semaine et il n'y a aucun souci de rentabilité, mais ce travail doit être bien fait et les enfants sont fiers que ce qu'ils font puisse être intégré à la production du pays où chacun a son rôle à jouer. Eux aussi, peuvent faire partie du monde des grands.

Au jardin d'enfants, ils apprennent à être utiles à leur société qu'ils construiront avec leurs parents. Le travail manuel a comme chez nous des formes récréatives comme le modelage, la composition

chaque semaine et il n'y a aucun souci de rentabilité, mais ce travail doit être bien fait et les enfants sont fiers que ce qu'ils font puisse être intégré à la production du pays où chacun a son rôle à jouer. Eux aussi, peuvent faire partie du monde des grands.

Tout cela peut paraître ardu pour des enfants qui n'ont pas sept ans. Les chinois eux, pensent qu'il faut

rendre les enfants responsables dès leur jeune âge, qu'ils sont capables de comprendre l'histoire de leur pays ; qu'ils sont capables de comprendre qu'il n'y a pas d'obéissance inconditionnelle et que rien n'est gagné d'avance.

Ainsi les enfants apprennent à se prendre en charge selon leurs possibilités. La propreté du jardin d'enfants est sous leur responsabilité ; ils apprennent à cirer leurs chaussures, à se laver les dents, les cheveux, à recoudre un bouton, à cultiver quelques légumes qui ont servi à la cantine. Pour certaines activités, les enfants sont divisés en groupes et s'organisent eux-mêmes. Le jardin d'enfants n'est pas uniquement le lieu où commence l'apprentissage du chinois, du calcul ; c'est là que les enfants prennent conscience que les hommes sont capables de s'organiser, de transformer les choses et leur vie. Ils prennent conscience que c'est le fait de toute une société où c'est le peuple qui a le pouvoir.

De vieux travailleurs viennent raconter la lutte qui a libéré leur pays, les souffrances qu'ils ont subies dans l'ancienne société. Ainsi, montre-t-on aux enfants le chemin parcouru et l'avenir qui repose entre leurs mains, eux les successeurs de cette génération d'ouvriers et de paysans qui a pris le pouvoir, eux qui ont pour tâche de consolider ce pouvoir.

Ardu tout cela ? ... Quand on les voit si joyeux, chanter de si bon cœur des chants pleins d'optimisme, on se dit que leur confiance en l'avenir est grande. Il ont raison puisqu'ils ont en tête l'histoire de tout leur peuple en marche vers le socialisme.

GRANDIN :

les problèmes des femmes en lutte

COMMENT LA POLITIQUE DU PCF LES AGGRAVE

Lundi, après huit mois de lutte contre la fermeture de l'usine, les ouvrières de Grandin ont repris le travail. 156 personnes seront réembauchées sur les 500 licenciées. (cf. l'article de mardi du Quotidien du Peuple.) La responsabilité de cet échec ne revient-elle pas à la direction de la lutte ? La politique du PCF tout au cours du printemps dernier, n'était-elle pas de parcelliser au maximum les conflits, et de diviser les ouvriers pour les faire renoncer en fin de compte au mot d'ordre juste : « Du travail pour tous » ? Chez Grandin, cette division s'est trouvée aggravée du fait qu'il s'agissait de femmes.

Pour beaucoup d'entre-elles, occuper l'usine, c'était mener un combat quotidien pour faire accepter leur lutte par leur mari, par leurs enfants, et par leurs parents pour les plus jeunes. Beaucoup ont affronté courageusement ces problèmes, mais toutes n'ont pas pu les résoudre.

Comment faire garder les enfants ? Se débrouiller comme lorsqu'on

travaillai, ou bien même, amener les enfants à la boîte, comme le suggérait la direction syndicale ? Mais comment payer la nourrice, en plus de tout le reste, lorsqu'on reçoit, au début de la lutte, seulement 450 francs des collectes au lieu de recevoir une paye ? Comment amener les enfants à la boîte, lorsque rien n'est aménagé pour eux ? « Les laisser dans la salle avec les grévistes, me disait une mère de famille, ce n'est pas une vie pour des enfants qui ont besoin d'espace, de calme, de jeux de leur âge... »

Si certaines ont pu faire venir leur mari pour occuper l'usine avec elles lorsqu'ils étaient libres, d'autres nous ont confié : « mon mari faisait tellement de scènes à la maison, que j'ai fini par capituler. Allais-je divorcer pour Grandin ? »

Alors que faire ? Fallait-il, comme le faisait la direction syndicale, jeter la pierre à celles qui étaient dans l'impossibilité de régler ces problèmes ?

Fallait-il refuser de leur donner des nouvelles de la lutte, pour soi-disant les inciter à venir en chercher à la boîte ? Fallait-il, lorsqu'elles venaient y passer quelques heures, leur faire sentir qu'elles étaient différentes de celles qui avaient la possibilité d'occuper plus assidûment ?

Ce qui est certain, c'est que les ouvrières de Grandin auraient bien plus facilement consenti à certains sacrifices, si elles avaient eu la possibilité de voir clairement que dans cette lutte, ce n'était pas seulement elles qui étaient concernées, mais l'ensemble de la classe ouvrière, et que de cela dépendait le recul de la bourgeoisie dans sa politique de crise et du chômage. Mais c'est bien le contraire que fait le PCF. Et la semaine dernière, sous couvert de réalisme, propageant une vision pessimiste de

la situation, la direction syndicale a fait voter les licenciements. Elle a même désigné celles qui ont été reprises, c'est-à-dire, celles qui avaient occupé, s'appuyant, entre autres, sur des difficultés propres

aux femmes. La belle manière de lutter contre le chômage ! C'est que, pour les révisionnistes du PCF, on ne peut se battre victorieusement contre le chômage, puisque la société qu'ils veulent gérer, c'est encore le capitalisme !

La belle manière aussi de prendre en compte les problèmes des femmes ! Ne faut-il pas tout faire pour associer les ouvrières à la lutte selon leurs possibilités.

Il est vrai que les femmes ont tendance parfois, à se retrancher derrière ces problèmes-là, pour justifier leur manque de participation aux luttes, à la vie politique. Mais n'est-ce pas de problèmes bien réels ? Et pour les résoudre, ne faut-il pas déjà mener une bataille politique ? Plutôt que de laisser les ouvrières essayer de convaincre toutes seules leur mari du bien fondé de la lutte, n'est-il pas plus efficace d'aller avec d'autres ouvrières leur expliquer la nécessaire solidarité de la classe ouvrière comme l'ont fait ceux de Pirena à Bretoncelles ? Plutôt que de

laisser chacune se débrouiller avec ses enfants, ne faut-il pas, comme regrettaient de ne l'avoir pas fait les ouvrières de Lip, mener la lutte même auprès des femmes pour organiser une véritable garderie, dans des locaux spécialement aménagés, ce qui permettrait de voir souvent les enfants ?

En fin de compte, ne faut-il pas avoir en tête, et montrer concrètement, que la lutte pour la libération des femmes et la lutte contre le capitalisme sont étroitement liées ?

Vous tous qui dans vos luttes avez ressenti ces difficultés, et qui voyez l'importance de les surmonter, écrivez-nous pour nous dire vos expériences, et ce que vous en pensez.

Ce qui s'est passé chez Grandin, nous invite à engager un débat sur les obstacles matériels et politiques que rencontrent les femmes dans leurs luttes ; sur la façon de les résoudre et de transformer cette division en unité encore plus profonde.

Thérèse VERNET

dossiers de l'écran :

hystérie anti-communiste des vaincus de la guerre d'Indochine

Depuis la campagne de calomnies qui avaient accompagné la victoire totale des peuples vietnamiens et cambodgiens sur l'impérialisme US et leurs fantoches, la bourgeoisie s'était tue. Mais devant l'exemple que représente, aujourd'hui, pour les travailleurs français, l'enthousiasme avec lequel les deux peuples se sont engagés dans la reconstruction de leur pays, les succès remportés depuis la libération tant sur le plan économique que culturel, nous assistons depuis peu à une nouvelle campagne de propagande hystérique.

Que de nombreux paysans puissent regagner les campagnes dont ils avaient été chassés par la force, et la presse de titrer : « Les Cambodgiens forcés de quitter les villes. » Campagne sur le Cambodge ces derniers jours dans la presse, puis interview au journal télévisé mardi soir d'un « réfugié » laotien et enfin aux « dossiers de l'écran », émission sur le Vietnam. Si ce sont ces pays qu'on attaque, ce n'est pas pour rien. Il s'agit d'une offensive contre les peuples indochinois dans leur ensemble.

Cette campagne s'est déclenchée avec le passage à Paris de Norodom Sihanouk, elle n'est pas terminée. Les « dossiers de l'écran » de mardi soir n'en sont qu'un volet.

En effet, le Viet Nam a été traité à 20 h. 30 mardi sur Antenne 2. Pendant trois heures, une propa-

gande hystérique a été déversée, et cela, tout d'abord, avec le film de Lartéguy.

ADIEU SAIGON : UNE INSULTE AU PEUPLE VIETNAMIEU, A SON COMBAT ET A LA REALITE.

Lartéguy est un nostalgique du règne impérialiste et pour se justifier, toutes les calomnies lui sont bonnes. Pour ne citer que quelques exemples : « les communistes ont annexé le Sud... », le GRP n'a jamais existé... les Accords de Paris, ce sont les rouges qui les ont violés... ». Voilà le récit frauduleux que fait Lartéguy et pour l'appuyer, il se sert des images d'effolement dans Saïgon. Mais bien sûr, il ne montre pas comment les soldats de Thieu, laissant des tonnes d'armes derrière eux, se sont servis de la population des campagnes comme d'un bouclier de chair humaine, en les délogeant de chez eux pour les pousser vers la mer où beaucoup sont morts entassés.

Il pousse l'odieuse jusqu'au ridicule lorsque sur des images de joie et d'allégresse à l'arrivée des forces de libération, il parle de l'effroi de voir venir s'installer le communisme.

Pour conclure et souligner sa haine du peuple vietnamien, il déclare : « il y a trente ans, je remontais les boulevards avec les blindés de Leclerc, aujourd'hui, ce sont les communistes qui les descendent : trente ans de guerre pour ça, quelle connerie ! »

UN DEVERSOIR DE FIEL ANTI-COMMUNISTE.

Antenne 2 a osé présenter le général Nguyen Cao Ky, ex-premier ministre, flanqué d'un PDG et d'un avocat vietnamien, tous de ces « réfugiés » qui ont trouvé en Giscard un hôte accueillant. S'ajoutait à cela la présence de Mgr Seitz, envoyé après les chars français pour calmer les esprits, en évangélisant, et l'ex-ambassadeur US, Durbrow, qui officiait à Saïgon.

Pour tous ces piliers du régime Thieu, le malheur vient de s'abattre sur l'Indochine. Cette assemblée de crapules n'a fait que déverser tout son fiel anti-communiste, toute sa haine, relayée dans cette entreprise par Olivier Todd du Nouvel Observateur qui n'a sursauté que lorsque l'ambassadeur US a déclaré que finalement : « ce qui aurait dû être fait, c'est utiliser toutes les armes possibles et bombarder n'importe où, n'importe quoi. » comme si le napalm, les bombes à billes, les bombes à oxygène n'avaient pas suffi. Ils cachaient mal derrière leurs attaques hystériques leur déconfiture devant la force du peuple qui les a renversés et chassés. Estivet, le PDG vietnamien, devait répondre à propos des milliers d'hommes torturés et assassinés dans les prisons et les camps de Thieu : « Que voulez-vous, on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs » et Nguyen Cao Ky d'ajouter : « avec les rouges, c'est pire ».

On comprend aisément pourquoi les représentants du GRP ont refusé de se trouver mêlés à ces sinistres personnages. Dans le même temps, les révisionnistes nous ont donné un bel exemple de solidarité avec le peuple vietnamien. En effet, comme cela a été révélé au début, ils ont demandé à participer au débat. C'est Fourniau qui les a représentés. Une fois débarrassés de leurs insultes et leur hargne, les fantoches n'auraient eu plus rien à dire, et pour faire un débat il faut une répartie. Fourniau a servi de faire-valoir. Il a délivré à l'émission une caution qui sert bien aujourd'hui la bourgeoisie dans sa campagne ignoble contre les peuples indochinois.

Claude Villard

Erratum.

Dans la critique d'hier, « la course à l'échalotte », un mot manquait dans la dernière phrase. Il fallait lire : La course à l'échalotte ne parvient pas à nous en faire rire.

le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam communique

Le service de presse du GRP, que nous avons interrogé, indique que les participants mêmes de l'émission : Lartéguy, qui a mené pendant trente ans la guerre contre les peuples indochinois, Ky, le fantoche, l'évêque colonial de Kontum, ne laissent aucun doute sur le but de l'émission. La participation du GRP n'aurait pu, dans ces conditions, que servir de caution à une violente attaque contre le peuple vietnamien. « Si un film avait été tourné à la libération sur Paris étranglé, avec Laval et Skorzeny comme invités, le gouvernement provisoire aurait-il du y participer ? », demande le GRP.

Quant à la campagne menée contre les peuples indochinois, six mois après la victoire, elle trouve sa source dans la haine de « certains milieux colonialistes qui expriment leur rancœur et leur amertume d'avoir perdu « leurs Indochines », explique-t-on de même source.

feuilleton

memoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert Truquin

Résumé :

C'est une vie très dure que mènent les colons. Au lieu du « paradis » promis, c'est un travail pénible qu'ils trouvent.

Pour notre part, nous avons défriché un jardin de la contenance du quart d'un hectare ainsi que les deux hectares de terrains destinés à la grande culture, et qui étaient situés à une lieue et demie de la ville. Nous n'avons pu utiliser pour ce travail notre grosse charrue, attendu que le bœuf unique qui nous était alloué, n'aurait pas eu la force de la manœuvrer dans cette terre si dure, avant la pluie. On nous donna ensuite deux autres hectares une lieue plus loin, en sorte que nous étions obligés de partir à trois heures et demie du

matin pour ne rentrer que vers les huit ou neuf heures du soir.

Ce travail était à peu près inutile en admettant même qu'on eût assez de bœufs pour l'exécuter. En arrivant à destination, ils auraient été exténués par la marche, et comme de juin à mars il n'y a aucun fourrage à leur donner, ils emploient toute la journée à pâturer dans les buissons.

Les terrains ne manquaient pas à proximité de la ville ; on y trouvait séparés par des chemins, des lots de 2, 4, et 8 hectares ; mais il n'y en avait pas pour les colons et d'ailleurs ils n'auraient pas eu les moyens de les cultiver. Parmi les lots tirés au sort il y en eut sur le bord des ravins qui ne contenaient que de la roche ; d'autres consistaient dans le ravin même où ni

bœufs ni charrettes n'auraient jamais pu pénétrer ; enfin, il s'en trouvait dont la terre végétale avait été entraînée par les eaux. Il pleut très peu dans la province ; en 1854, il ne tomba pas assez d'eau pour faire lever les semences ; mais dans certaines années, les pluies sont fréquentes.

Ceux qui se trouvaient mal partagés demandaient au géomètre de changer leur lot ; mais celui-ci déclina toute compétence à ce sujet. Lorsqu'on lui faisait observer que les riches choisissaient leurs lots sans les tirer au sort, il se rejetait sur la loi qui avait prévu le cas. Lui-même s'était adjugé les meilleurs terrains, sur la route du Sig, dans un endroit appelé « Aux trois puits » tout près d'une saline ;

en creusant à la profondeur de 3 mètres, on trouvait de l'eau en abondance. Une administration moins imprévoyante aurait pu y établir un village qui eût promptement prospéré. Si les administrateurs étaient comme les colons réduits à la ration afin qu'ils n'aient pas l'estomac trop chargé, on trouverait en eux des hommes vigilants, les colonies seraient mieux dirigées et les finances de l'Etat ne seraient pas gaspillées en pure perte.

Nous l'avons déjà dit plus haut, la province d'Oran aurait pu nourrir d'immenses troupeaux ; nous avons une chèvre espagnole qui nous donnait trois litres de lait par jour ; en ne tablant que sur la moitié de ce produit, en moyenne,

on voit quel avantage les colons auraient pu retirer des troupeaux.

La terre est de bonne qualité ; l'eau seule fait défaut. En creusant des puits artésiens on aurait pu procéder aux arrosages et obtenir de magnifiques récoltes. Le blé d'Algérie est d'excellente qualité.

Ce n'est qu'en formant des associations agricoles que l'on obtiendra un résultat ; car que peut faire une famille avec un bœuf ou même deux ? Il fallait donc grouper les colons et mettre les bœufs en commun sur le lieu même du travail, de manière à les faire alterner par demi-journées, ce qui est bien suffisant dans les pays chauds.

(à suivre)

programme

JEUDI 16 OCTOBRE

IT 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'EULESIS
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - SALVATOR ET LES MOHICANS DE PARIS - Feuilleton d'après les personnages d'Alexandre Dumas
- 21 h 30 - DOSSIERS IT 1 - « AU TEMPS DE LA VIEillesse »
- 22 h 20 - ALLONS AU CINÉMA
- 22 h 50 - JOURNAL

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - PUZZLE POUR DÉMONS - film TV d'après le roman de Patrick Quentin
- 21 h 55 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE - émission de Michel Lancelot
- 23 h 10 - JOURNAL

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - ALTITUDE 10 000 - jeu d'Alain Jérôme et Pierre Vignal
- 20 h 30 - UN FILM, UN AUTEUR - « LOVE » film anglais de Ken Russell (1969)
- 22 h 40 - JOURNAL

VENDREDI 17 OCTOBRE

IT 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'EULESIS
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - AU THÉÂTRE CE SOIR - « L'AMOUR DES QUATRE COLONELS » - pièce de Peter Ustinov
- 22 h 45 - LE CLUB DE DIX HEURES - émission de Luce Feyrer et Jacques Chabannes
- 23 h 15 - JOURNAL

A 2

- 18 h 00 - LES APRÈS-MIDI DE L'A 2
- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 30 - LA MORT D'UN TOURISTE - Feuilleton d'après Francis Durbridge
- 21 h 30 - APOSTROPHES - émission de Bernard Pivot
- 22 h 35 - CINE-CLUB - « LA MONSTRUEUSE PARADE » (« FREAKS ») - Film américain de Tod Browning (1932)
- 23 h 35 - JOURNAL

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
- 21 h 20 - MAIS C'EST DE L'HOMME QU'IL S'AGIT
- 22 h 05 - JOURNAL

CONFERENCE NORD-SUD

La fin de la deuxième session préparatoire à la Conférence Nord-Sud devrait voir confirmer l'accord de principe sur la tenue de la conférence pour les 16 et 17 décembre, à Paris, mais sans que rien ne soit tranché sur le fond.

Mardi, il était question du contenu. Sur ce contenu, il y a deux désaccords : d'une part les pays du Tiers Monde exigent que les quatre commissions abordent la question du maintien du pouvoir d'achat des produits exportés par eux. D'autre part, les pays du Tiers Monde exigent que la commission chargée des questions financières ait une importance égale aux trois autres et qu'elle puisse traiter du fonctionnement du système monétaire international.

L'un et l'autre de ces deux points de désaccord tournent autour des revendications des pays du Tiers Monde, déjà avancées, notamment lors de la dernière session de l'ONU : l'indexation des prix des matières premières afin d'enrayer leur baisse; l'un des moyens envi-

rien n'est réglé quant au fond

sagés était de briser le monopole occidental sur les questions monétaires, en participant au FMI.

Hier, les Etats Unis faisaient savoir qu'ils y étaient opposés, en déclarant que le fonctionnement

du système monétaire dépassait de loin les compétences de la commission financière. Preuve de la volonté des USA d'empêcher les



Dans un camp de réfugiés.



reunion extraordinaire de la ligue arabe

Hier, s'est tenu au Caire, en l'absence de l'Organisation de Libération de la Palestine, de la Syrie et de la Libye, une réunion extraordinaire de la Ligue Arabe consacrée à la question du Liban.

Le but de l'opération semble bien être de détourner l'attention du monde arabe du récent accord égypto-sioniste, qui a rompu l'unité du front arabe contre le sionisme. La Syrie estime, en effet, « préférable que les ministres arabes se réunissent pour discuter de l'accord du Sinaï », à l'occasion de la prochaine session ordinaire de la Ligue Arabe.

Par ailleurs, la délégation de l'OLP à Paris, estime que « certaines parties voudraient accréditer l'idée que le combat au Liban oppose les phalanges à la Résistance Palestinienne ». Cela revient à adpter le point de vue des phalanges elles-mêmes, qui entretiennent la tension dans le but d'en faire porter la responsabilité à la Résistance. Elles se sont heurtées à une ferme opposition

tant de la part des masses libanaises que de la Résistance elle-même, qui maintient sa position de non-intervention dans les affaires intérieures du Liban.

Cependant, on apprend de Beyrouth que les combats avaient repris, faisant pour la seule matinée 19 morts. Ces derniers jours, des francs-tireurs phalangistes se sont en effet dispersés dans les quartiers de la ville, où ils multiplient les provocations.

On ne peut éviter de rapprocher cette reprise des combats de la réunion au Caire, dont le projet est de discuter la mise sur pied d'une « force d'intervention inter-arabe » au Liban. Un regain de tension étant de nature à favoriser ce projet de toute évidence impulsé par l'Egypte. L'abstention de la Syrie, pays frontalier du Liban et de l'OLP, visée directement par cette manœuvre rend cependant peu probable la mise sur pied effective de la « force d'intervention ».

en bref..

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE DÉNONCE LE SOUTIEN DES ÉTATS UNIS AUX RÉACTIONNAIRES TIBÉTAINS

Le Ministère chinois des Affaires Étrangères a déclaré : « Il est tout à fait clair que le gouvernement américain est de connivence et appuie les activités des traîtres tibétains aux États Unis. Cette attitude de la partie américaine constitue une ingérence non dissimulée dans les affaires intérieures chinoises ainsi qu'une violation flagrante des principes du communiqué sino-américain de Changai ».

Les Etats-Unis laissent opérer à New York un « bureau du Tibet », tenu par des réfugiés tibétains. Ces réfugiés ont quitté le Tibet après l'échec du soulèvement réactionnaire en 1958, à la suite du Dalaï Lama, qui maintenait les paysans

pays du Tiers Monde d'avoir accès aux décisions monétaires, tandis qu'ils s'opposent à toute indexation.

Une nouvelle fois, les difficultés viennent de la prétention américaine à maintenir pour l'essentiel le contrôle des pays occidentaux sur l'économie des pays du Tiers Monde.

La demande des pays de la CEE de retarder la séance de mercredi matin, pour se réunir entre eux, est à mettre en rapport avec les discussions pour limiter la portée de la prochaine conférence.

Aujourd'hui, l'impérialisme US et les autres pays impérialistes sont, en tout cas, obligés de tenir compte de l'unité du Tiers Monde telle qu'elles est confirmée contre leur attente, depuis qu'ils avaient pris la responsabilité de l'échec de la réunion d'avril.

tibétains en servage. Ce bureau est un centre important de propagande anti-chinoise dans le monde.

ISLANDE : EXTENSION DES EAUX TERRITORIALES A 200 MILES MARINS

Le gouvernement islandais a décidé d'étendre ses limites de pêche de 50 à 200 miles marins. La pêche est une des principales ressources de l'Islande; les eaux poissonneuses qui sont au large de l'île sont sillonnées par les chalutiers britanniques, ouest-allemands et soviétiques. En 1950, l'Islande avait étendu ses eaux territoriales de 4 à 12 miles, en 1972 : de 12 à 50 miles. En 1973, un affrontement avait opposé une canonnière islandaise à un navire britannique, qui violait les eaux territoriales. L'Islande rejoint ainsi la revendication des pays du Tiers-Monde qui exigent tous l'extension à 200 miles marins de leur souveraineté sur les fonds marins.

NOUS LIBERERONS LA PALESTINE

Les autorités syriennes ont autorisé la tenue, en juillet et en août derniers, à une trentaine de kilomètres de Damas, du plus grand rassemblement des « Akchbals » (jeunes combattants palestiniens), depuis les massacres de Jordanie, en 1971.

Ce rassemblement était à l'initiative du FATH.

EN SYRIE

Le régime syrien accorde encore aux Palestiniens plus de droits que la plupart des régimes de la région. Ceci est conforme à la volonté du peuple syrien, lui-même victime directe de l'occupation impérialo-sioniste qui a contraint depuis 1967 la paysannerie à évacuer le riche plateau du Golan et à vivre dans des camps de réfugiés.

Mais la liberté de la Résistance Palestinienne, en Syrie, est loin d'être complète. Tandis que la présence de la Résistance est discrète dans les camps de réfugiés, depuis 1970, les émissions de « la voix de la Palestine » sont supprimées à Radio-Damas et le FPLP, organisation membre

de l'OLP, est interdit en Syrie.

Le régime syrien reflète les hésitations d'une bourgeoisie nationale qui refuse de s'engager dans une guerre populaire où sa propre domination pourrait être remise en cause et qui subit une double pression, américaine et soviétique.

En recherchant la création d'un commandement unifié avec l'OLP et la Jordanie, les dirigeants syriens se préparent à faire face à une attaque israélienne. Mais, le rapprochement avec la Jordanie, qui inquiète les Palestiniens, intervient au moment même où le roi Hussein cherche à sortir de son isolement dans le monde arabe. Hussein n'a pas abandonné l'espoir de faire reconnaître sa « représentativité » des Palestiniens de Cisjordanie, en violation des décisions du Sommet de Rabat de 1974. Ceci ne semble pas trop gêner les dirigeants syriens, également préoccupés d'apparaître comme un interlocuteur de poids dans de futures négociations possibles avec les Etats-Unis. Pouvant faire valoir

portugal la victoire du CICAP

« Rédition des mutins de la caserne de Porto », annonçait hier à midi la télévision française. Curieuse vision des choses. En réalité, le général Fabião, chef d'état major de l'armée de terre, après une visite à la caserne du régiment d'artillerie occupée conjointement par ce régiment et le régiment dissous du CICAP, a satisfait à la revendication essentielle des soldats : le CICAP, contrairement à la décision prise par Pires Veloso, chef d'état-major de la région nord, ne sera pas dissous. C'est un coup décisif porté à la tentative réactionnaire de « remise en ordre » dans l'armée.

Cependant, le danger de l'infiltration révisionniste au sein du mouvement des masses se précise. La manifestation de lundi, convoquée par certaines commissions de travailleurs et d'habitants devant la chambre municipale, l'a clairement illustré. Le PCP, par l'intermédiaire des commissions qu'il dirige, est en effet parvenu à empêcher que la manifestation ne passe devant le siège du journal República et de Radio Renaissance, organes d'informations révolutionnaires menacés par le pouvoir d'être réduits sous silence.

Rien d'étonnant, quand on sait que le ministère où dominait le PCP avait pris ce printemps la décision d'ôter Radio Renaissance aux travailleurs qui l'occupent pour le rendre à l'épiscopat réactionnaire.

Reportage de Paul GAY (2)

un accord avec la Jordanie et l'OLP (considérée comme une carte), dans les discussions, les Syriens essaieraient de prendre la tête d'une délégation commune, à la Conférence de Genève.

Sans doute, est-ce pour cela que l'URSS, dont la Syrie dépend pour son armement, multiplie ses contacts avec le régime syrien. Le communiqué publié en commun avec les dirigeants soviétiques, à l'issue de la visite à Moscou, la semaine dernière, du président Assad, parle de « compréhension absolue entre les deux parties ».

Mais, les Palestiniens, qui depuis 1965, s'opposent à la tutelle des régimes arabes, entendent conserver leur indépendance dans la conduite de leur lutte. Le camp des jeunes palestiniens (les « Akchbals ») qui s'est tenu cet été près de Damas, illustre précisément cette volonté de la Résistance de rassembler les énergies d'un peuple dispersé en une force unique et d'affirmer ainsi l'identité nationale du peuple palestinien.